

L'ÉQUIPE D'INFO BIRMANIE EN MISSION EN BIRMANIE



L'équipe d'Info Birmanie assiste au procès de quatre activistes condamnés injustement en vertu de l'article 18 sur les rassemblements pacifiques pour avoir organisé une manifestation contre la hausse des prix de l'électricité.

L'équipe d'Info Birmanie s'est rendue en Birmanie en décembre pour une mission de 15 jours. Les missions effectuées en Birmanie sont primordiales pour Info Birmanie, puisqu'elles permettent à l'équipe de rester informée au plus près de la réalité de terrain, de renforcer nos partenariats et de continuer à soutenir les acteurs de la société civile locale. Rencontrer des acteurs variés a été l'occasion de confronter différentes visions et d'avoir une approche globale de la situation actuelle. Enfin, nos échanges directs avec les communautés locales nous permettent de témoigner de la situation dans les zones rurales et de donner la parole aux personnes directement concernées par les violations des droits de l'homme.

Cette mission nous a donné l'opportunité de revoir ou de rencontrer une quinzaine d'associations, des activistes, des médias, des partis politiques. Nous avons également participé à une conférence sur les confiscations de terres dans le nord-ouest du pays, avec plus d'un millier de paysans. Nous avons ensuite pris la direction de Letpadaung pour rencontrer les villageois impactés par le projet d'extraction de cuivre de Monywa.

LE PRÉSIDENT THEIN SEIN N'A PAS HONORÉ SA PROMESSE DE LIBÉRER TOUS LES PRISONNIERS AVANT LA FIN DE L'ANNÉE 2013



Lors de sa visite en Europe en juillet 2013, le président Thein Sein s'était engagé devant François Hollande à libérer tous les prisonniers politiques.

Pourtant, tout au long de l'année écoulée le gouvernement birman a continué de harceler les voix dissidentes. Il a ciblé spécifiquement les personnes s'élevant contre les violations des droits de l'homme résultant de projets industriels menés par le gouvernement birman et soutenus par des entreprises étrangères. Il a également arrêté des centaines d'individus issus des minorités ethniques pour des raisons politiques.

Le 11 décembre - jour de l'ouverture des 27^{ème} jeux d'Asie du Sud Est en Birmanie - Il a ordonné la libération de 41 prisonniers politiques. Parmi eux, les militants Htin Kyaw et Thein Aye, relâchés puis de nouveau arrêtés quelques heures après leur libération. Cette stratégie du gouvernement qui consiste à libérer

les prisonniers politiques et à les arrêter de nouveau a largement été utilisée cette année pour faire taire les militants.

Le 30 décembre Thein Sein a ordonné la libération de tous les détenus condamnés ou en attente d'être jugé pour trahison, sédition, manifestation illégale et d'autres lois utilisées par la junte contre ses opposants. Il n'a toutefois pas précisé combien de prisonniers étaient concernés ni quand ils seraient libérés. Suite à cette seconde amnistie, son porte-parole, Ye Htut, a déclaré que la promesse du Président avait été tenue et qu'« il n'y avait plus de prisonniers politiques » en Birmanie.

Pourtant, personne n'a eu accès à la liste des prisonniers libérés et selon l'Association pour les Prisonniers Politiques en Birmanie (AAPPB), **au moins une trentaine de prisonniers politiques sont toujours derrière les barreaux**. Ils seraient bien plus nombreux en réalité : un nombre inconnu de membre de la minorité Kachin est en prison et le gouvernement refuse d'inclure les Rohingyas à la liste des prisonniers politiques. Enfin, **une centaine d'activistes sont toujours dans l'attente de leur procès**.

Les autorités ne permettent pas qu'une investigation libre soit menée pour vérifier le nombre réel de prisonniers politiques encore enfermés. Enfin, les lois répressives sont toujours en place et les récentes amnisties ne concernent pas les personnes qui seront arrêtées et jugées après le 1 er janvier 2014...

L'engagement de Thein Sein auprès du Président français n'a donc pas été respecté.

DE NOUVEAUX AFFRONTEMENTS DANS LES ÉTATS KACHIN ET SHAN, TOUJOURS PAS D'ACCORD DE PAIX



Au mois de décembre, les négociations de paix entre le régime et les groupes armés ethniques sont restées au point mort. L'engagement du gouvernement de parvenir à un cessez-le-feu national d'ici la fin de l'année n'a pas été honoré.

Au contraire, les affrontements entre les troupes birmanes (la Tatmadaw), l'Armée d'Indépendance Kachin (KIA) et l'Armée de Libération Nationale Ta'ang (TNLA) ont continué dans le sud de l'État kachin et le nord de l'État Shan.

LA THAÏLANDE DIRECTEMENT COMPLICE DU TRAFIC DE ROHINGYAS

Les Rohingyas continuent de fuir les violences de Birmanie par bateau en espérant atteindre les pays voisins. Après avoir risqué leur vie en mer, ils se retrouvent dans une situation de vulnérabilité dont certains profitent... Au mois de décembre, les médias ont dévoilé le sort tragique des demandeurs d'asile Rohingyas détenus en Thaïlande.

Depuis octobre, les officiers Thaïs, auraient vendus des centaines de Rohingyas aux réseaux de trafiquants qui opèrent



en secret dans les camps de réfugiés du sud de la Thaïlande. Selon le [rapport de Reuters](#), les gardes armés des camps exigent des familles et des proches des Rohingyas détenus des sommes d'argent en échange de leur libération. Lorsque le chantage ne fonctionne pas ou lorsque l'envie les prend, ils frappent, humilient et tuent leurs prisonniers.

D'octobre à décembre, le nombre de Rohingyas présents dans les centre de détention de l'immigration thaïlandaise est passé de plus de 2 000 personnes à seulement 153.

LES ÉVÉNEMENTS CLEFS DU MOIS EN BREF

Les militaires répriment une manifestation pacifique: À partir du 26 novembre, des manifestants pacifiques ont mené un *sit-in* à l'Est de Rangoun, pour exiger le retour de leurs terres confisquées par les militaires dans les années 1990. Le 7 décembre, l'armée leur a demandé de quitter les lieux. Essuyant un refus, plusieurs hommes soutenus par les militaires ont attaqué le petit groupe d'opposants, faisant au moins 8 blessés. Les manifestants ont finalement accepté de quitter leur camp lorsque un député, Aung Thein Linn, a demandé à un Comité du Parlement d'examiner leurs demandes.

De nouvelles clôtures ont été installées aux alentours de la mine de cuivre de Letpadaung, autour de terres appartenant à des paysans qui n'avaient pourtant pas signé d'accord ni accepté les compensations proposées. Malgré leurs protestations elles n'ont pas été retirées et ils ont reçu l'ordre de quitter leurs maisons pour que le projet d'extraction minière puisse être mené sans heurts.

Ma Khine, journaliste au sein du groupe Eleven Media, a été condamnée le 17 décembre 2013 à trois mois de prison, pour "violation de propriété", "diffamation" et "utilisation de langage abusif", alors qu'elle effectuait un reportage qui critiquait le régime en place. De nombreux journalistes ont manifesté contre son arrestation et pour défendre la liberté d'expression.

La production d'opium du Triangle d'or a augmenté pour la septième année consécutive: Selon le rapport du 18 décembre 2013 de l'ONUDC, le Triangle d'or (Birmanie, République démocratique populaire du Laos, Thaïlande) a augmenté sa production d'opium de 22% en 2013. Malgré les efforts d'éradication, cette hausse fait suite à l'amélioration des rendements ainsi qu'à l'augmentation des cultures en Birmanie.

Le parti d'Aung San Suu Kyi participera aux législatives de 2015 même si la constitution n'est pas amendée. Le 28 décembre un porte-parole de la LND, principal parti d'opposition en Birmanie, a déclaré « *Nous devons concourir aux élections de 2015* » alors que la constitution actuelle ne permet pas à l'opposante de se présenter.

LES CHIFFRES DU MOIS

70% du gaz consommé en Thaïlande vient du gazoduc birman de Yadana exploité par Total, alors que **70%** de la population birmane n'a pas accès à l'électricité de façon régulière.

Les villages birmans sur lesquels passent les pipelines qui transportent le gaz en Thaïlande, doivent payer des prix bien plus élevés que ceux pratiqués en Thaïlande s'ils veulent bénéficier de l'électricité.